



attac

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ASSISES D'ATTAC

26-27 NOVEMBRE 2011

- RENSEIGNEMENTS PRATIQUES : P. 3-9
- BULLETIN D'ADHESION 2011 : P. 11
- BULLETIN DE VOTE « RÉOLUTIONS » : P. 13
- FORMULAIRE PROCURATION : P.15
- RAPPORT D'ACTIVITÉ : P. 17-25
- RAPPORT FINANCIER : P. 26-32
- RESOLUTIONS : P. 33-35

CONVOCATION

Assemblée générale 26 novembre 2011

Paris, le 20 octobre 2011

Chère amie, cher ami,

Vous avez entre les mains le dossier de l'Assemblée générale et des Assises d'Attac auxquelles vous êtes invité-e à participer.

Nous vous demandons de lire avec la plus grande attention l'ensemble de ce dossier, et de respecter scrupuleusement les indications données pour que votre vote puisse être pris en compte.

1) vote par correspondance

Vous devez utiliser pour voter l'enveloppe pré-imprimée, identifiée par votre numéro d'adhérent, jointe à cet envoi. Afin de prévenir les erreurs d'acheminement, nous vous invitons à rayer d'un trait votre adresse personnelle (sans masquer votre numéro d'adhérent), qui deviendra, pour le retour, celle de l'expéditeur.

Pour garantir la confidentialité de votre vote (c'est un droit, non une obligation), vous pouvez placer votre bulletin de vote, figurant page 13, dans une première enveloppe anonyme fermée (mais inutile de la cacheter), puis mettre celle-ci dans **L'ENVELOPPE PRÉ-IMPRIMÉE JOINTE**, qui, elle, doit être cachetée bien sur.

CETTE ENVELOPPE EST EXCLUSIVEMENT DESTINÉE AU BULLETIN DE VOTE

Vous devrez la poster avant le samedi 12 novembre à minuit, le cachet de la poste faisant foi. N'oubliez pas de l'affranchir.

Les votes par correspondance seront dépouillés le 19 novembre, et leurs résultats demeureront confidentiels. Les votes reçus entre le 19 et le 25 novembre seront traités lors de l'AG avec les votes sur place. Les résultats globaux y seront alors proclamés.

2) vote sur place, le jour de l'AG

Ces votes seront collectés dès l'arrivée, et le plus tôt possible le samedi matin. Pour des raisons de bonne organisation du traitement et pour pouvoir annoncer les résultats le samedi après-midi, nous vous **DEMANDONS** de voter par correspondance le plus tôt possible.

Vous pouvez également voter par procuration, en renvoyant le formulaire à découper figurant page 15.

Rappel : Nul ne peut détenir plus d'**un pouvoir**. Le vote par procuration implique que votre mandataire soit présent sur place. Vérifiez que votre mandataire remplit bien ces conditions. Même si cette modalité de vote est statutaire, elle alourdira le travail de dépouillement. C'est pourquoi nous vous suggérons plutôt le vote par correspondance.

Si vous n'avez pas encore acquitté votre cotisation 2011, faites-le dans les plus brefs délais, sinon vous ne pourrez ni voter, ni participer physiquement à l'AG. Utilisez le bulletin de renouvellement de cotisation à découper figurant page 11. Il sera néanmoins toujours possible de renouveler votre cotisation sur place.

Dans l'espoir que nous serons nombreux les 26 et 27 novembre, et que nos travaux constitueront un tremplin pour la réussite de nos actions locales, nationales, européennes et internationales, nous vous prions, chère amie, cher ami, de croire à l'assurance de nos sentiments dévoués.

Aurélie Trouvé
co-présidente

Thomas Coutrot
co-président



attac

Programme des samedi 26 et dimanche 27 novembre

SAMEDI 26 NOVEMBRE

8 h 30 - 9 h 30

- Accueil

AG ORDINAIRE

9 h 30 - 10 h 45

- Allocutions de bienvenue par les co-présidents
- Présentation du rapport financier 2010 et questions/réponses
- Présentation du rapport d'activité 2010-2011 et interventions

11 h 15 - 12 h 15

- Les priorités d'Attac en 2012

12 h 15 - 14 h 00

- Déjeuner

14 h 00 - 14 h 30

- Proclamation des résultats des votes sur les résolutions

ASSISES

PAS L'AUSTÉRITÉ, MAIS LA DÉMOCRATIE !

15 h 00 - 16 h 30

3 ateliers

1. La dette publique : quelle mobilisation citoyenne ?
2. Contre l'austérité, quelles alternatives écologiques et sociales ?
3. Face à l'Europe néolibérale: quelles solidarités européennes, comment refonder la souveraineté populaire en France et en Europe ?

17 h 00 - 19 h 00

- Ateliers autogérés

A la demande des adhérent-e-s ou sur les points non retenus sous formes de résolutions.

(Les adhérent-e-s pourront faire connaître leur intention d'organiser un atelier sur place ou à l'avance en écrivant à eric@attac.org)

DIMANCHE 27 NOVEMBRE

9 h 00 - 9 h 45

- CR des ateliers

9 h 45 - 10 h 45

Témoignages de luttes en Europe : quelles implications pour nos propres luttes ?

11 h 15 - 12 h 30

Face à l'Europe néolibérale, quelle stratégie ?

12 h 30 - 13 h 00

- Synthèse des débats et conclusion en plénière

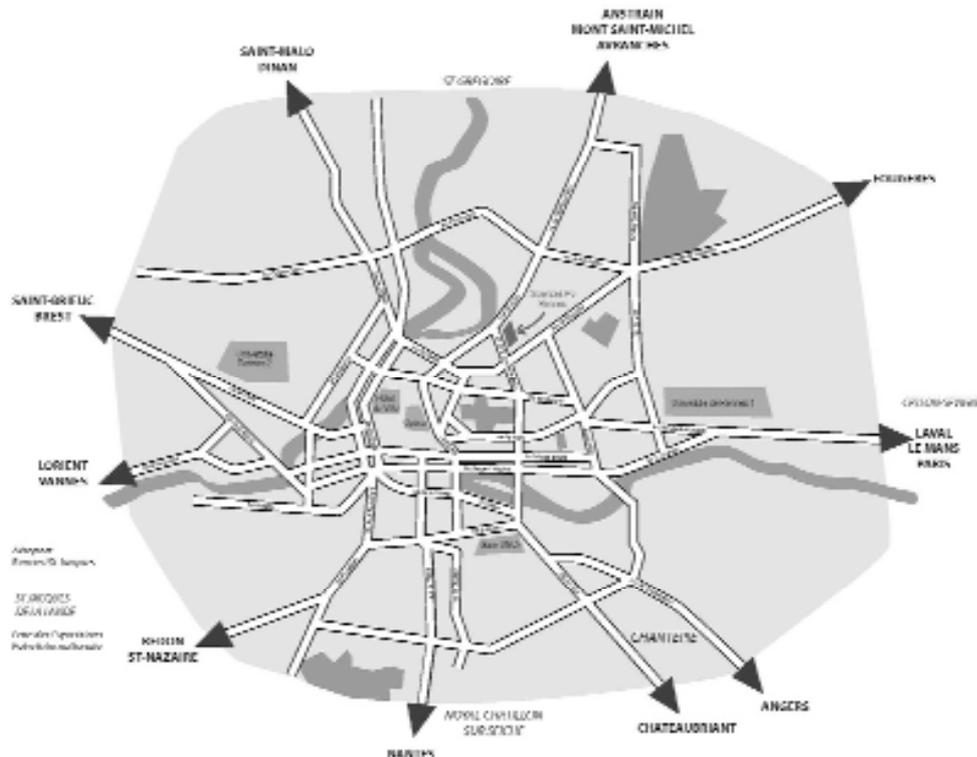
INFORMATIONS PRATIQUES



Le comité local Attac Rennes est heureux de pouvoir accueillir l'Assemblée générale et les Assises d'Attac France. Vous trouverez ci-dessous quelques indications pour faciliter votre séjour à Rennes le week-end des 26 et 27 novembre.

ACCÈS À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES

L'assemblée générale se tiendra dans les locaux de l'Institut d'études politiques de Rennes, situé dans le centre-ville, 104 boulevard de la Duchesse Anne.



Si vous arrivez de la gare : prenez le métro jusqu'à la station « République » puis le bus n° 1 direction « Chêne St Germain » ou le bus n° 9 direction « Saint-Laurent » et descendez à l'arrêt « **Duchesse Anne** ». Vous pouvez également prendre le bus n° 5 direction « Patton » et descendre à l'arrêt « **Jules Ferry** ». Dans les deux cas, l'IEP est à 50 m. environ de l'arrêt de bus (voir plus bas pour le plan d'accès à l'IEP depuis les arrêts de bus).

Horaires des trains Paris / Rennes

Vendredi soir							
Départ	18h05	18h35	19h05	20h05	20h35	21h05	22h05
Arrivée	20h08	20h49	21h15	22h18	22h45	23h19	00h16
Samedi matin							
Départ	07h25	08h05	09h05				
Arrivée	09h42	10h22	11h08				
Dimanche							
Départ	13h56	15h05	16h05	17h00	17h35	18h04	18h33
Arrivée	16h15	17h20	18h20	19h15	20h05	20h10	20h45

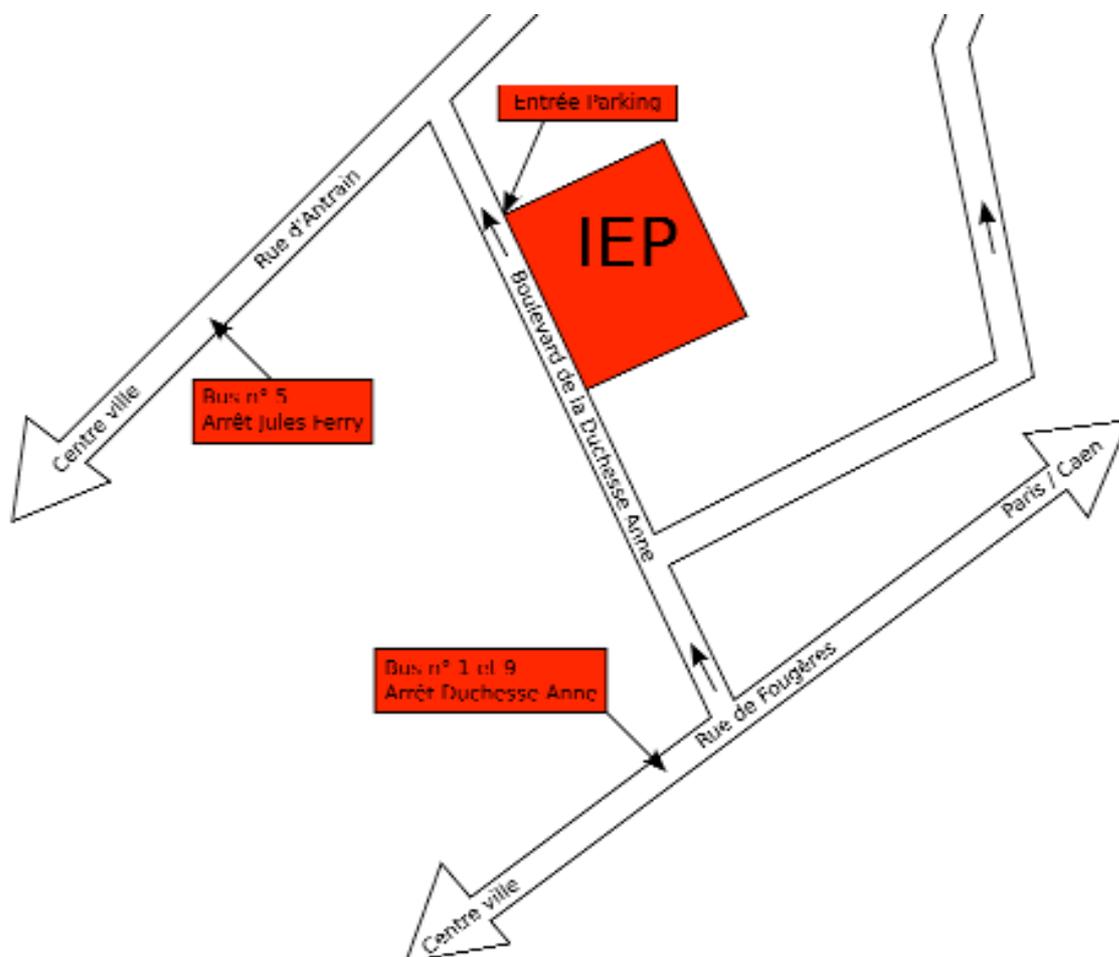
Si vous arrivez en voiture :

• **Depuis Paris**, de l'A81, rejoindre la N136 en suivant « **Brest - Rocade Est - Cesson Centre** ». Prendre la sortie N15 direction « **Beaulieu - Betton - Rennes Centre** ». Suivez la N12 en prenant la 1ère à droite au rond point et entrez dans Rennes. Continuer sur la rue de Fougères en passant le rond point des Gayeules. Au 4^e feu, prenez à droite le boulevard de la Duchesse Anne. *Lien pour l'itinéraire Google Maps Paris - Rennes : <http://g.co/maps/wujx7>.*

• **Depuis Caen**, Prendre la sortie N15 direction « **Beaulieu - Betton - Rennes Centre** ». Suivre la N12 en prenant la 1ère à droite au rond point et entrez dans Rennes. Continuer sur la rue de Fougères en passant le rond point des Gayeules. Au 4^e feu, prenez à droite le boulevard de la Duchesse Anne. *Lien pour l'itinéraire Google Maps Caen - Rennes : <http://g.co/maps/tufhq>.*

• **Depuis Nantes**, prendre la sortie « **Rennes Centre** » puis prendre la direction de la gare Nord, puis continuer sur le boulevard Solférino. Au feu, prendre à gauche sur le boulevard Laënnec puis continuer tout droit jusqu'au boulevard de la Duchesse Anne. *Lien pour l'itinéraire Google Maps Nantes - Rennes : <http://g.co/maps/vmfkp>.*

Il est possible de garer sa voiture dans le parking de l'IEP, en passant par le portail qui suit le bâtiment principal, boulevard de la Duchesse Anne.



Hébergement

Un hébergement militant est proposé, aussi bien pour la nuit du vendredi au samedi, que pour celle du samedi au dimanche. Si vous êtes intéressés, vous pouvez envoyer vos demande à l'adresse rennes@attac.org. Merci de préciser le type de votre demande (lit simple, en couple, etc.) et si vous disposez d'un véhicule. Nous essaierons de vous donner réponse dans les meilleurs délais.

Auberge de jeunesse Rennes

10-12, canal Saint Martin - 35700 Rennes - 02 99 33 22 33

Attac a pris une adhésion "groupes" à la fédération pour permettre aux participants à l'AG de bénéficier d'un hébergement au tarif "adhérent". *Merci de contacter directement l'Auberge de jeunesse qui se charge des réservations.*

Vous pouvez procéder à la réservation hôtelière sur le site de l'office de tourisme de Rennes en consultant l'adresse suivante : <http://ur1.ca/53s5s> (ou www.tourisme-rennes.com/CityBreak/reservationcitybreak.aspx).

Voici ci-dessous une liste non exhaustive des hôtels de Rennes :

Sociotel

45 bd de Solférino - 35000 Rennes - 02 99 65 59 12

17 € pour une personne ; 25 € pour deux ; petit déjeuner 3 € (facultatif)

La maison de Bertrand (maison d'hôte accessible à tous)

8 rue de Bertrand - 02 23 20 06 89 - 06 16 95 20 91

Citôtel Le Bretagne

7 Bis, Place de la Gare - 35000 Rennes - 02 99 31 48 48 *Prix : 45 €*

Hôtel Le Victoria

35 avenue Janvier - 35000 Rennes - 02 99 31 69 11 - *Prix : 55 €*

Hôtel de Nemours

5 rue de Nemours - 35000 Rennes - 02 99 78 26 26 - *Prix : 60 €*

Hôtel Le Victor Hugo

14 rue Victor Hugo - 35000 Rennes - 02 99 38 85 33 - *Prix : 65 €*

Garden Hôtel

3 Rue Duhamel - 35000 Rennes - 02 99 65 45 06 - *Prix : 65 €*

Hôtel Le Sévigné Rennes

Centre Gare

47 Bis Avenue Jean Janvier - 35000 Rennes - 02 99 67 27 55 - *Prix : 65 €*

Hotel des Lices

7 Place des Lices - 35000 Rennes - 02 99 79 14 81 - *Prix : 85 €*

Pour une liste complète des hôtels, veuillez consulter le site de l'office de tourisme de Rennes : <http://ur1.ca/53s61> ou <http://www.tourisme-rennes.com/hotels-rennes.aspx>.

Accueil le vendredi soir

Pour ceux qui arrivent le vendredi soir, un accueil est prévu à partir de 20h à la **Maison des associations** (6 cours des Alliés, proche de la gare). Au programme, une projection autour du film *Debtocracy* suivie d'un débat avec Pascal Franchet, vice-président du CADTM.

Restauration

Samedi midi : nous avons réservé des repas au Restaurant universitaire situé à une dizaine de minutes à pied de l'IEP, entre 12 h et 12 h 30. **Le prix de ce repas est de 6,42 €.** La réservation est nécessaire afin que nous prévenions le CROUS du nombre de repas à servir. Le nombre de places est limité à 180, par la taille du restaurant et l'impossibilité d'attendre un deuxième service. À proximité du restaurant universitaire, on trouve de très nombreuses crêperies ou restaurants (rue Saint Melaine, place Sainte Anne).

ATTENTION formulaire page 9 à renvoyer avant le 10/11

Samedi soir : un repas vous sera proposé dans le cadre de la soirée festive, pour un prix de 13 € (eau et boisson chaude comprises, vin en sus). Menu végétarien possible (à condition d'en faire la demande à l'adresse rennes@attac.org avant le 18 novembre).

Soirée militante

Une soirée militante et festive vous sera proposée le samedi soir. Durant cette soirée, Cyrielle Den Hartig présentera notamment sa conférence gesticulée « Les petits bonheurs d'une militante écologiste lobbyiste ».

La soirée aura lieu dans la Maison de Quartier La Bellangerais (5 rue Morbihan). Le plan d'accès à la salle sera communiqué ultérieurement.



**Formulaire d'inscription à l'AG d'ATTAC France
Rennes - 26 & 27 novembre 2011**



à renvoyer avant le 10 novembre
avec un chèque à l'ordre d'Attac Rennes, pour le règlement de vos repas
à Attac Rennes, MIR, 7 Quai Chateaubriand, 35000, Rennes

ATTENTION : LES INSCRIPTIONS AUX REPAS NE SERONT PAS POSSIBLES SUR PLACE

Nom-prénom	
N° adhérent	
Date arrivée	<input type="checkbox"/> vendredi soir <input type="checkbox"/> samedi matin
Arrivée en voiture <i>(pour place de parking)</i>	<input type="checkbox"/> oui (1 seul oui si covoiturage)
Repas samedi - 6,42€ <i>(restaurant universitaire, nombre de place limités à 180)</i>	<input type="checkbox"/> oui
Repas samedi soir - 13€ <i>(La Bellangerais, prix comprenant boisson chaude, vin en sus)</i>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> option menu végétarien (même prix)
Montant du chèque	<input type="checkbox"/> repas midi seul : 6,42€ <input type="checkbox"/> repas soir seul : 13€ <input type="checkbox"/> repas midi + soir : 19,42€

Veillez cocher les cases





BULLETIN DE VOTE



POUR VOTER,
METTEZ UNE CROIX DANS LA CASE CHOISIE POUR CHAQUE RESOLUTION

En tant que membre de l'association Attac, ayant pris connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée et des autres documents, déclare voter dans les conditions suivantes :

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Résolution n° 1 « Rapport d'activité » (texte pages 17 à 25)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résolution n° 2 « Rapport financier » (texte pages 26 à 32)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résolution n° 3 « Agences de notation » (texte page 33)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résolution n° 4 « Assemblées générales et assises vers une démocratie active » (texte page 34)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résolution n° 5 « Monnaies sociales et complémentaires » (texte page 35)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Placez votre bulletin dans une enveloppe anonyme (fermée mais il est inutile de la cacheter) et placez celle-ci dans l'enveloppe identifiée que vous avez reçue avec ce numero de Lignes d'Attac. N'oubliez pas de mettre un timbre.



VOTE PAR PROCURATION

Je soussigné-e,

Nom, prénom

n° d'adhérent-e

agissant en tant que membre de l'association Attac,
connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée
générale, donne pouvoir à :

Nom, prénom

n° d'adhérent-e

pour me représenter à l'Assemblée générale convoquée
le 26 novembre et voter en mon nom

SIGNATURE

**(faire précéder de la mention manuscrite
« Bon pour pouvoir »)**

**À retourner, avant le 21 novembre 2011 minuit,
à Attac France, Procuration AG,
21 ter, rue Voltaire 75011 Paris**



RAPPORT D'ACTIVITÉ PROSPECTIF 2010/2011

Assemblée générale, 26 novembre 2011

Introduction

Le mouvement de 2010 contre la réforme des retraites en France a donné le coup d'envoi des résistances sociales et citoyennes contre l'austérité en Europe. La nouvelle offensive générale contre les droits sociaux au nom de la « crise de la dette » a suscité des ripostes populaires, sous des formes diverses, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni... Ces ripostes cherchent à se coordonner pour bloquer le programme européen d'hyper-austérité exigé par la finance.

Certes ces mouvements n'ont pas encore remporté de victoires. La réforme des retraites est passée en France, l'austérité s'applique en Grèce et en Espagne. Le contre-G8 au Havre en mai 2011, qui a réuni des milliers de manifestants, n'a pas modifié les rapports de force. L'aggravation de la crise financière, qui pourrait déboucher rapidement sur une crise bancaire d'une gravité sans précédent, inquiète les populations.

Nous sommes sans doute dans un moment de basculement. Les difficultés présentes des mouvements sociaux ne doivent pas nous faire oublier que le néolibéralisme est profondément discrédité. Nos idées n'ont jamais été autant portées par l'opinion publique, comme en témoigne la popularité nouvelle de la taxe sur les transactions financières auprès de la quasi-totalité des responsables politiques, mais aussi l'écho de nos prises de position sur la dette ou les banques.

Les révolutions dans les pays arabes et les Indignés en Europe nous montrent le chemin. Ces mouvements posent le problème de la démocratie au cœur de nos actions, pour faire en sorte que les citoyens prennent en main l'économie et leur avenir. Ils posent également le problème de la représentation politique. Comment mettre de

grands espoirs dans les prochaines élections pour avancer vers une sortie de crise démocratique, écologique et solidaire ? Ne devons-nous pas surtout miser sur la construction d'un vaste mouvement social et citoyen, où pourront collaborer associations, syndicats, partis politiques, mouvements intellectuels et citoyens ?

Attac est un lieu important de convergences, qu'il nous faut conforter. Cette année a montré notre capacité à porter des initiatives unitaires, comme contre les coalitions contre le G8 et le G20, pour un audit citoyen de la dette, ou prochainement pour un Forum alternatif mondial de l'eau. Elle a encore montré l'importance de relier les luttes locales et nationales aux luttes globales.

Pour autant, le contexte doit nous interroger. Un mouvement comme celui des Indignés, même si son développement en France est encore balbutiant, doit nous amener à repenser nos formes de mobilisation (par exemple en occupant davantage l'espace public), mais également notre façon de fonctionner, vers moins de délégation et plus de collégialité. Nous souhaitons continuer dans la transformation de notre fonctionnement, en donnant davantage de poids aux commissions afin qu'elles se développent, en repensant l'Université d'été pour qu'elle laisse plus de place aux propositions des différentes composantes de l'association, en démocratisant le processus des assemblées générales... C'est un processus compliqué, marqué par des routines et des crispations, mais indispensable.

1. Nous ne paierons pas leur crise

1.1. Désarmer les marchés financiers

Le rebond de la crise financière en Europe a donné un coup d'accélérateur au projet

de taxe sur les transactions financières porté jusqu'ici de façon purement verbale par Sarkozy et Merkel. La Commission européenne a tourné casaque et pour la première fois, à l'été 2011, reconnu l'intérêt d'une telle taxe : elle annonce la présentation d'un projet de directive en octobre. Le chemin est encore long jusqu'à l'adoption effective d'une taxe susceptible d'enrayer la spéculation financière, mais il s'agit déjà d'une importante victoire politique et symbolique pour Attac et la coalition internationale à laquelle nous participons (campagne « Robin des Bois » en France).

Toutefois, ce succès ne doit pas masquer que les banques continuent à inspirer outrageusement les politiques menées, comme le montrent l'hyper-austérité et les plans de « sauvetage » imposés aux pays endettés dans le but de sauver les banques créancières. Ces banques qui continuent à spéculer sur les marchés financiers, mais aussi à pressurer leurs clients les plus précaires et à financer des projets écologiquement désastreux. La campagne « À nous les banques », lancée avec les Amis de la Terre, a mobilisé un nombre important de comités locaux qui ont interpellé, par des actions de rue et la remise d'un questionnaire, les dix principales banques opérant en France à propos de leurs pratiques sociales et environnementales. Huit d'entre elles nous ont répondu, et nous avons publié deux rapports remarquables sur la transparence des banques et la notation citoyenne de leurs comportements. Le tribunal des banques et de la finance organisé au contre-G20 de Nice fait le procès des banquiers, et le matériel théâtral et audiovisuel construit à cette occasion nourrira notre communication dans les mois à venir, alors que la crise du système financier posera avec de plus en plus d'acuité la question de la socialisation des banques.



attac

1.2. Mobiliser contre les plans d'austérité et pour une autre Europe

L'AG de 2010 a voté une motion pour engager un débat dans l'association et déboucher sur des initiatives, soulignant ainsi l'importance des questions européennes pour notre association. Le débat a eu lieu sous différentes formes. Il a notamment mené à une motion votée par les représentants des comités locaux lors de la CNCL de juin 2011. Cette motion est intégrée au rapport d'activité comme un des éléments importants de nos réponses. Pendant cette même période, Attac, avec la commission Europe, a porté des initiatives contre le Pacte pour l'euro et a participé à des discussions dans des cadres européens. L'association a été présente dans les mobilisations des Indignés. Nous avons à chacune de ces occasions cherché à articuler les mobilisations et les propositions d'alternatives à un niveau national et à un niveau européen.

Dé légitimer les traités de l'UE, s'en affranchir, refonder une autre Europe (motion de la CNCL)

La crise de l'Union européenne se conjugue à la crise mondiale. Aujourd'hui, le pacte pour l'euro et les projets de « nouvelle gouvernance économique » soumettent les populations européennes à toujours plus d'austérité, et aggravent encore le caractère antidémocratique de la construction européenne. L'extrême droite, profitant du désarroi populaire, monte partout en Europe.

Cette Union européenne n'est pas la nôtre. Elle est celle des oligarchies, construite par et pour elles. L'Union et les États qui la composent méprisent les choix démocratiques, et veulent mettre les populations d'Europe et d'ailleurs à genoux devant les marchés financiers. Cela doit cesser.

Toute politique émancipatrice, solidaire et démocratique, répondant aux besoins sociaux et aux défis environnementaux, ne peut être menée qu'en rupture radicale avec les règles régissant l'Union européenne. Cela suppose, tant au niveau national que local, que les pouvoirs politiques soient conduits à s'affranchir de toutes les contraintes juridiques qui imposent des

politiques libérales, et que toutes les convergences possibles soient recherchées pour que ces contraintes soient aussi abolies au niveau européen. Une telle insurrection des Européens doit permettre de refonder une autre Europe. Il est nécessaire pour cela de créer, dans les pays d'Europe, un rapport de force sur la base de luttes culturelles, sociales et populaires impliquant en particulier les forces syndicales et associatives, aux niveaux local, national et européen.

Notre rôle à Attac est de contribuer à l'élaboration de ce rapport de force, notamment en favorisant la prise de conscience de la nécessité à la fois de telles ruptures et convergences en Europe. À cette fin, nous devons continuer à démontrer que d'autres politiques et une autre Europe sont possibles : solidaires, démocratiques, et écologiques. Il faut dénoncer l'illégitimité de la dette, des plans d'austérité, des traités qui fondent l'Union européenne, et plus largement de toutes les mesures néolibérales dans l'UE. Nous devons rappeler le caractère antidémocratique et illégitime de l'UE, dont l'adoption du traité de Lisbonne est entre autres une démonstration éclatante. Pour développer une solidarité européenne, nous pouvons renforcer notre stratégie avec les Attac d'Europe par des actions convergentes, par la mise en évidence du lien entre les mesures gouvernementales régressives et les orientations néolibérales de l'UE, par des manifestations de solidarité avec les populations des autres pays en popularisant leurs luttes, et en les soutenant par l'envoi de délégations à leurs côtés, ou par des rassemblements devant les ambassades et consulats.

Nous devons relier les enjeux locaux, nationaux et européens et, dans ce sens, appeler notamment à rétablir les services publics en ne se soumettant pas aux directives de libéralisation ; à retrouver la maîtrise démocratique des budgets publics en sortant du Pacte pour l'euro et du Pacte de stabilité ; à mettre au pas la finance en refusant d'appliquer les dispositions des traités sur la liberté de circulation des capitaux ; à mettre en place des accords commerciaux équitables en dénonçant les accords bilatéraux que l'UE impose notamment aux pays du Sud, etc. Au niveau local, nous

pouvons par exemple revendiquer que les collectivités territoriales décident, après consultation des citoyens, la relocalisation des marchés publics, l'interdiction des cultures d'OGM...

Alors que nous sommes dans une impasse nommée « crise européenne », il s'agit de ne pas se résigner, de ne plus subir, de relever la tête et d'explorer toutes les voies pour que puisse s'enclencher un processus de rupture ayant pour horizons une politique de justice économique, sociale et écologique ainsi qu'une refondation européenne.

Attac est porteuse de solutions alternatives en France et en Europe :

- Attac défend les valeurs de solidarité entre les peuples qui souffrent et qui luttent. Les populations ne doivent pas payer la dette. Une grande partie de cette dette est illégitime, les audits citoyens doivent contribuer à mobiliser, montrer cette illégitimité et à déboucher sur des dénonciations.
- L'harmonisation fiscale et sociale est un objectif essentiel.
- Les instruments de la spéculation doivent être interdits et la finance mise sous contrôle, la Banque centrale européenne (BCE) doit devenir l'instrument d'une politique d'investissement pour les droits sociaux et la reconversion écologique.
- La démocratie doit retrouver une place par de profondes réformes permettant aux citoyens d'intervenir à tout moment dans le débat public national et européen et de contrôler en permanence leurs représentants.

Des instruments et des mobilisations à construire

Attac participe à toutes les mobilisations sur ces questions, en particulier celles qui lient les questions démocratiques et sociales. C'est le cas des Indignés qui depuis plusieurs mois contribuent à renouveler le mouvement social.

Pour construire les mobilisations les plus larges en Europe, nous renforcerons également le réseau des Attac, nous rechercherons tous les cadres d'alliance possibles avec les forces associatives, syndicales et

politiques, avec les mouvements sociaux et écologistes (dans le Forum social Européen, la Joint Social Conference, les réseaux contre la dette et l'austérité...).

Nous contribuerons à des manifestations de solidarité avec les populations des autres pays en popularisant leurs luttes, et en les soutenant par l'envoi de délégation à leurs côtés, ou par des rassemblements devant les ambassades et consulats.

Attac propose enfin la constitution d'un comité national pour un audit citoyen de la dette publique, en lien avec des initiatives du même type en Grèce et dans d'autres pays européens.

1.3. La mobilisation contre la réforme des retraites (2010-2011)

L'année 2010 a été marquée par une très forte mobilisation contre le projet gouvernemental, destiné à « sauver la répartition » par un recul des bornes d'âge du départ à la retraite (âge légal de 60 à 62 ans et âge de départ à taux plein de 65 à 67 ans). Dès le projet connu, Attac, associée à la Fondation Copernic, a très rapidement réagi pour, d'une part, déconstruire l'argumentaire destiné à justifier la réforme auprès des Français (avec notamment le livre *Retraites, l'heure de vérité*) ; pour d'autre part, permettre la construction d'une mobilisation citoyenne en rédigeant un appel « *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites* », sur la base duquel se sont constitués des dizaines de collectifs unitaires locaux, souvent à l'initiative d'Attac et toujours avec sa participation active. Cette initiative a pris corps au moment où les organisations syndicales se préparaient aussi à ouvrir la bataille contre le projet du gouvernement. Conçu comme complémentaire à l'action de l'intersyndicale, l'appel relayé par le collectif national a contribué à placer au centre du débat les véritables enjeux des retraites et à faire grandir la mobilisation, qui n'a toutefois pas pu empêcher le vote en novembre 2010 du projet gouvernemental.

Pendant cette mobilisation, la visibilité d'Attac a grandi, à la fois par ses initiatives propres et par le rôle, reconnu par tous ses partenaires, qu'elle a joué dans la construction d'un mouvement unitaire.

Son analyse sur la question des retraites des femmes et des inégalités dans ce domaine a également permis de mettre cet enjeu dans le débat public. Mais l'absence de discussion entre le collectif national et l'intersyndicale pose la question de la place des mouvements citoyens dans une mobilisation de grande envergure. Pour autant, Attac aura contribué à faire progresser dans la population la compréhension de l'enjeu d'une grève générale lorsque les fondements de la cohésion sociale sont menacés, en même temps que les principes démocratiques les plus fondamentaux.

Après l'échec de la bataille de l'automne 2010, il fut difficile de maintenir la mobilisation, malgré la proposition d'initiatives de substitution (par exemple l'organisation d'États généraux sur les retraites pour dresser un bilan et préparer les luttes futures). En effet, les conséquences de la crise financière sur les systèmes de protection sociale sont encore à venir. Les réponses de l'Europe à la crise de la dette (i.e. le Pacte pour l'euro et le « semestre européen » qui mettent le budget des États sous la surveillance de la Commission européenne) sont autant de contraintes qui vont permettre à ce gouvernement de poursuivre son entreprise de démolition de la retraite par répartition. Preuve en est donnée par les décrets d'application de la loi qui, d'une part, durcissent encore les conditions de départ anticipé pour les personnes ayant eu des carrières longues et ayant commencé à travailler très jeunes et qui, d'autre part, accélèrent pour la génération née en 1955, le passage à 41,5 ans de cotisation, envoyant par là un nouveau signal aux jeunes générations en faveur de la capitalisation. Le décret de juillet 2011 sur la mise en œuvre de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes marque un fort recul par rapport à ce qui était annoncé dans la loi, et qui était de toute façon bien insuffisant. La lutte pour le droit à la retraite n'est donc pas terminée, ce d'autant plus qu'une nouvelle échéance est d'ores et déjà programmée avec le débat prévu en 2013 sur une « réforme systémique ».

Les analyses et propositions d'Attac contre la finance et pour la promotion d'un système de retraite solidaire sont plus que jamais

d'actualité. Nous continuerons à œuvrer pour que les citoyens imposent un vrai débat démocratique sur ces enjeux de société.

1.4. Relier les questions sociales et écologiques

La commission « écologie-société » a travaillé autour de cinq axes majeurs, en reliant les questions sociales et écologiques, le local et le global. Elle s'inscrit dans la « feuille de route » de Dakar, qui relie G8-G20-Durban-Rio+20. Plusieurs de ses membres ont animé des conférences dans les comités locaux et participé à l'organisation de l'université européenne d'Attac à Fribourg, dans laquelle cette dimension était très présente.

La transition énergétique

- participation au collectif autour de « Sortir du nucléaire » ; liens « Sortir du nucléaire » et G8-G20 ; coorganisation par Attac et Sortir du nucléaire de la manifestation nationale antinucléaire de solidarité avec le Japon le 29 mai à Paris ;
- campagne « gaz de schiste » dans laquelle de nombreux militants d'Attac sont impliqués et plusieurs membres de la commission ; liens avec les mouvements à l'étranger qui luttent contre les gaz de schiste et plus globalement contre l'extractivisme ;
- participation à l'élaboration de la rencontre de Lézan sur la transition énergétique ; interventions de plusieurs membres de la commission ; participation à l'élaboration de l'appel de Lézan.

« Les grands projets nuisibles »

- implication locale et nationale d'Attac dans la lutte contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en juillet 2011 ; préparation de la manifestation nationale du 12 novembre 2011 ;
- participation de militants dans le cadre de l'ACIPA, au Forum thématique contre les Grands Projets Inutiles à Vénau (Italie), 26-30 août 2011 ;
- de nombreux militants d'Attac sont aussi impliqués dans les luttes contre des autoroutes, LGV, incinérateurs et autres grands projets, sans lien direct avec la commission.



attac

La crise climatique

Les deux domaines précédents sont intimement liés à ce sujet, pour lequel nous avons à lier les résistances et projets locaux et les luttes globales.

- décembre 2010 : participation au sommet de la convention climat à Cancún et aux contre-sommets organisés à Cancún pour renforcer le mouvement international pour une justice environnementale ; participation forte à la construction du « sommet » de Cancon dans le Gers avec des liens vidéo entre les deux ; participation au collectif français Urgence climatique-Justice sociale, un peu en sommeil cette année ;
- préparation du sommet de la convention climat à Durban en décembre 2011 ; journée internationale le 3 décembre 2011, nous préparons une mobilisation.

Le Forum alternatif mondial de l'eau

Ce forum est un moment majeur de la feuille de route de Dakar à Rio. Il est transversal et relié aux domaines précédents : climat, extractivisme... (cf. § 3.2).

Rio+20

Attac participe, depuis sa création, à la coalition française organisée autour du réseau 4D (Dossiers et débats pour le développement durable), regroupant une trentaine d'associations très diverses. Cette coalition a pour but essentiel de faire pression sur les gouvernements à l'intérieur de la conférence. Attac est représentée par deux personnes et assure la coordination d'un groupe de travail sur les changements des modes de vie.

Une coalition très large de mouvements sociaux de base, syndicats, ONG, prépare un contre-sommet des peuples qui se tiendra début juin 2012 à Rio en même temps que la conférence ONU. Attac, conjointement avec l'AITEC, a participé à une réunion préparatoire en juin 2011 à Rio.

La question qui se pose à nous (sans avoir pour l'instant trouvé de réponse) est la suivante : compte tenu des forces et de la période de Rio+20 (élections en France), pouvons-nous initier une autre coalition, dans laquelle se retrouveraient aussi des associations qui travaillent avec la coalition

Rio+20, plus ancrée dans les mouvements sociaux et capable de porter une campagne en France ? Nous avons plusieurs demandes d'associations dans ce sens, notamment les Amis de la Terre, le réseau féministe « Rupture », la Via Campesina-Confédération paysanne.

Le conseil international du FSM a décidé de faire de Rio un moment fort pour le mouvement altermondialiste. Un livre sur les enjeux de Rio est en préparation.

1.5. Favoriser les initiatives citoyennes et la relocalisation

La **Commission Alternatives** a été créée en 2010 pour promouvoir des alternatives concrètes au système économique actuel, alternatives qui se mettent en place dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Elle poursuit la démarche de mise en commun réalisée lors des AlterVillages et sur le site Spirale. Afin de développer leur prise en compte et leur analyse au sein d'ATTAC, elle a organisé une quinzaine d'ateliers lors des universités d'été (Arles 2010, Fribourg 2011) et des CNCL (en coopération avec des comités locaux). Ceux-ci ont traité de domaines précis tels que les transports ou l'habitat, mais aussi d'initiatives visant des transformations transversales à ces différents secteurs, une réappropriation et une relocalisation de l'activité économique (monnaies complémentaires, mouvement des Villes en transition, économie sociale et solidaire-ESS). La commission a aussi participé activement aux rencontres des États généraux de l'ESS en juin 2011, pour lesquels elle avait rédigé deux « cahiers d'espérance » (sur les banques et la récupération d'entreprises par les salariés). Le besoin d'approfondir les articulations entre ces alternatives concrètes et un projet politique plus global de transformation de la société est maintenant un axe essentiel de travail pour la commission.

L'AlterVillage est un village alternatif organisé par Attac France sur les formes d'actions et les pratiques militantes. C'est aussi un espace de vie autogéré où on y fait l'apprentissage du vivre ensemble et de la prise de responsabilités collective. Le quatrième AlterVillage s'est déroulé du 11 au 18 juillet à Mouguerre à 10 km de Bayonne,

en partenariat avec Attac Pays basque et Bizi ! . Il a regroupé de 100 à 150 participants par jour, attirant aussi des personnes non membres d'Attac (près de la moitié des inscrits). Les ateliers ont abordé la question de la transition vers une société sans pétrole, les innovations sociales et écologiques, particulièrement nombreuses dans le Pays basque (réduction de son empreinte écologique, circuits courts, projet de monnaie locale, instruire autrement...), ainsi que diverses pratiques militantes (clowns activistes, escalade militante, action directe non violente...) et la préparation d'actions contre le G20. Les trois conférences gesticulées présentées (« climat d'urgence », « petits bonheurs d'une militante écolo », « la transition ») ont confirmé l'importance d'une éducation populaire vivante basée sur l'humour sans déroger à l'exigence d'une information rigoureuse et vérifiée. Cette édition 2011 s'est ouverte sur l'extérieur avec une Flânerie sur les lieux du projet de ligne ferroviaire grande vitesse et une manifestation décalée des « Résignés » organisée afin d'exprimer notre solidarité aux Indignés de Bayonne et pour protester contre leur expulsion violente.

2. Dans le monde, les mouvements sociaux en ébullition

2.1. La mobilisation face aux G8 et G20

Les sommets des G8 et G20, hébergés par la France en 2011, respectivement les 26 et 27 mai à Deauville et les 3 et 4 novembre à Cannes, ont été l'un des axes importants des mobilisations d'Attac et du mouvement altermondialiste.

Attac a ainsi été, avec le CRID, à l'initiative du lancement d'un collectif national, fort d'une quarantaine d'organisations, chargé de faciliter la préparation de ces deux contre-sommets. Lors du Forum social de Dakar en février, grâce à l'organisation de deux séminaires portés par ce collectif national, nous avons contribué à l'élargissement international de notre mobilisation. Nous avons également été partie prenante des mobilisations à l'occasion de sommets thématiques (les G20 Finances qui se sont réunis plusieurs fois dans l'année, le G20 Agriculture en juin à Paris, le G7 Finances à Marseille en septembre), et

avons inséré ces dates dans le calendrier de nos propres campagnes, notamment celles ayant trait aux banques et à la finance. Si la présence d'Attac a été particulièrement visible au Havre, et s'annonce comparable à Nice, la contestation des sommets du G8 et du G20 n'a pas eu l'ampleur des contre-sommets d'Annemasse (G8 2003) ou de Rostock (G8 2007). Depuis 2008 et la mondialisation de la crise des subprimes, le G8 ne focalise plus autant qu'auparavant les mécontentements contre le désordre néolibéral, voire pourrait même passer pour marginal. Or le G20, qui sur beaucoup de sujets se substitue au G8, ne réussit pas encore à concentrer de manière aussi vive nos refus des politiques libérales, du fait notamment de l'intégration d'anciens États périphériques sur la scène des grands décideurs.

Il ne s'agirait toutefois pas ici d'y voir une atonie des peuples face au pouvoir de la finance. Mais les grands contre-sommets qui rassemblaient entre 100 000 et 250 000 personnes ne rencontrent plus les mêmes succès qu'au début des années 2000. Face à un autisme du pouvoir devant les revendications sociales, la contestation des cures d'austérité comme seule politique réalisable prend également d'autres chemins, plus locaux et décentralisés. Ce sont des questionnements qu'Attac devra approfondir dans la perspective d'échéances prochaines (FAME, Rio+20...).

Sans pouvoir tenir un bilan quantitatif de notre présence au Havre contre le G8 et à Nice contre le G20, nous pensons indispensable de continuer de contester ces sommets illégitimes pour orchestrer les politiques mondiales. Car il ne faudrait pas, sous prétexte d'un reflux des mobilisations sur place, penser que notre travail de déconstruction de la propagande néolibérale puisse se dispenser d'une présence au plus près de ces lieux de pouvoir que sont les G8 et G20. Ces sommets et contre-sommets sont notamment des fenêtres médiatiques pendant lesquelles nous pouvons, face aux discours officiels, réaffirmer nos alternatives au capitalisme et les verser au débat citoyen.

2.2. Les mouvements dans les pays arabes

Fin 2010, les mobilisations contre les régimes dictatoriaux au Yémen, en Tunisie puis

en Égypte ont ouvert une phase tout à fait nouvelle dans la région arabe avec un impact très fort dans le monde entier, et en premier lieu en Afrique subsaharienne avec les mouvements au Burkina Faso ou au Sénégal. L'enjeu est d'abord d'en finir avec les dictatures qui sont en place depuis des décennies dans la grande majorité des pays arabes et de permettre l'ouverture d'un espace démocratique qui assurera la liberté d'expression, les libertés politiques et le développement des mouvements sociaux et citoyens. Ces mobilisations ont permis d'en finir avec une vision du monde arabe qui ne serait condamné qu'au choix entre dictatures « laïques » et intégrisme islamiste et vont permettre de repenser les questions géostratégiques – à commencer par la question palestinienne – dans des termes tout à fait nouveaux où les solidarités réelles entre les peuples pourront se substituer aux postures hypocrites de régimes qui se satisfaisaient parfaitement du statu quo et de la domination américaine et européenne sur la région. Attac-France a été partie prenante des initiatives de solidarité avec les peuples arabes en lutte dès les premiers jours et a resserré ses liens avec les Attac présentes dans la région (Maroc et Tunisie) ainsi qu'avec les autres acteurs locaux du mouvement altermondialiste, présents en particulier au FSM de Dakar. Cet investissement doit se confirmer et s'amplifier dans les mois qui viennent, tant par devoir de solidarité avec les peuples encore soumis aux dictatures, comme en Syrie, que pour aider les mouvements sociaux et citoyens à peser dans l'évolution de ces pays à un moment où ils sont à la croisée des chemins entre plusieurs évolutions possibles : le retour des régimes autoritaires, une mainmise sur les gouvernements locaux par les puissances occidentales, une stabilisation conservatrice sous l'égide de l'AKP turque ou une évolution – que nous souhaitons – vers l'ouverture toujours plus grande des espaces démocratiques et la conquête des droits sociaux dont était dépourvue la très grande majorité de la population. La tenue du Forum social mondial dans la région arabe en 2013, comme l'a décidé le Conseil international du FSM, sera une étape importante dans cette direction.

2.3. Le FSM, la participation d'Attac et les perspectives. Le lien avec les Attac du monde

Dix ans après le premier Forum social mondial à Porto Alegre et deux ans après celui de Belém qui confirmait le dynamisme et la grande diversité du mouvement altermondialiste en Amérique latine, le FSM de Dakar a été une réussite de plusieurs points de vue. Une grande manifestation a vu 70 000 personnes défiler à Dakar pour l'ouverture du Forum mondial et près de 75 000 participants se sont réunis autour d'un millier d'ateliers. Ceci, même s'il a fallu faire face aux difficultés d'organisation, liées au surnombre d'activités et à des problèmes avec l'université d'accueil.

Le FSM de Dakar marque également un renouveau de la participation d'Attac aux Forums sociaux mondiaux, avec une présence importante dans le cortège de la manifestation, la tenue d'un stand, l'organisation de plusieurs séminaires avec d'autres forces du mouvement altermondialiste (notamment pour préparer le contre-G20), un rôle important dans la construction et la participation à « Dakar étendu ».

Ce fut enfin pour nous l'occasion de la création spontanée d'Attac Sénégal, et d'une rencontre entre les Attac d'Afrique d'une dizaine de pays et nos militants européens, japonais, argentins... Une telle réunion des Attac du monde n'avait jamais eu lieu. Elle a été réitérée lors de l'université d'été de Fribourg six mois plus tard. Depuis, il a été décidé de régulariser de telles réunions, physiquement ou par téléphone, afin de poursuivre la coordination entre les Attac du monde, le partage des informations et les débats, la participation commune aux mobilisations internationales, la mutualisation des outils de communication... Notamment, le réseau des Attac d'Afrique se constitue peu à peu, certes avec des difficultés importantes, mais avec une réelle dynamique.

2.4. Les activités de la commission internationale

L'action internationale d'Attac est l'un des piliers de l'association. La commission inter-



attac

nationale a vu son activité se développer cette année, avec des réunions beaucoup plus régulières. Elle suit les relations avec les autres Attac du monde, notamment le réseau des Attac d'Afrique. En lien avec la commission écologie-société, elle a aidé à la préparation de la mobilisation à Cancun. Elle a préparé la participation d'Attac au FSM de Dakar et suit les discussions du Conseil international du FSM. En lien avec les autres instances concernées, elle a aidé aux mobilisations à l'occasion des contre-sommets G8 et du G20. Enfin, elle a suivi les révolutions dans les pays arabes et entretient des liens avec les mouvements en cours. Elle souhaite continuer à repenser son fonctionnement, notamment pour mieux intégrer le travail des comités locaux sur les questions internationales et pour créer des liens plus étroits avec les mouvements sociaux étrangers.

2.5. L'université des Attac d'Europe

Du 9 au 14 août à Fribourg, en Allemagne, l'Université d'été des Attac d'Europe (ENA) a réuni près de 1500 participants, venus d'Europe mais aussi des autres continents. Parmi eux, près de 500 participants français. Ils ont pris part à plus d'une centaine d'ateliers, préparés par les adhérents des Attac d'Europe et du monde, les comités locaux, les commissions et campagnes des différents chapitres d'Attac, autour des quatre thématiques suivantes : crise financière, crise démocratique, crise écologique, crise sociale.

En outre, une journée sur les « soulèvements en Afrique » a permis de faire le lien entre les mobilisations contre les politiques d'austérité, le mouvement des Indignés (Attac Espagne était représentée par une importante délégation) et les processus révolutionnaires en cours au Maghreb, au Mashreq et dans le monde arabe, ainsi qu'avec les luttes d'Afrique subsaharienne. La plénière d'Attac France a été l'occasion de rappeler les principales campagnes, actions et réunions d'Attac et des coalitions dans lesquelles nous nous investissons et qui nous attendent à la rentrée.

Attac France s'est particulièrement investie sur les thématiques suivantes : G20, climat et extractivisme, austérité, Europe, eau, services publics, TTF ; et était impliquée dans l'organisation d'une quarantaine d'ateliers. Nous avons également activement pris part à la préparation générale de l'ENA. Alors que la crise s'approfondit en Europe, que ses conséquences sociales se font chaque jour un peu plus ressentir, cette ENA a joué un rôle crucial d'échange sur les expériences et les luttes, de confrontation d'idées, de construction de revendications et de mobilisations communes. En l'absence du Forum social européen, la pertinence du réseau des Attac d'Europe apparaît comme évidente. L'ENA de Fribourg nous a permis de franchir une étape supplémentaire dans la construction du réseau international Attac et, espérons-le, d'un mouvement social européen ouvert sur le monde. Elle a également servi à préparer les mobilisations à venir : marche des indignés, journée d'action des indignés (15 octobre), contre G20, COP17 à Durban, FAME, Rio+20, etc. Le travail doit se poursuivre, en s'appuyant notamment sur le réseau social des Attac d'Europe. Les participants à l'ENA ont tous exprimé une forte demande de renouveler l'expérience. Les attentes quant à l'ouverture européenne et internationale de la prochaine université d'été d'Attac France sont donc nombreuses.

3. La vie de l'association

3.1. Une réflexion sur l'évolution de notre fonctionnement pour plus de démocratie

L'AG des 20 et 21 novembre 2010 avait décidé de créer une commission composée de personnes issues de la CNCL et du CA, afin de faire des propositions sur une participation plus active des adhérents aux assemblées générales et assises, partant du constat que le débat avec les adhérents sur les orientations était assez pauvre. Il s'agit là d'une question importante, à un moment où les différentes luttes montrent l'importance de la place de la démocratie. Attac doit être aussi dans ce domaine innovatrice.

Une commission de sept personnes s'est mise en place et s'est réunie six fois pour parvenir à des propositions. Les améliorations, proposées au vote à l'AG de 2011, concernent la prise en compte des propositions des adhérents dès l'élaboration des orientations, favorisant l'expression de la pluralité au sein de notre association, ainsi que des procédures qui permettent des débats collectifs et clarifient le rôle des amendements, résolutions et motions.

Le principe d'une priorité au vote par correspondance n'a pas été remis en cause, tant pour des raisons statutaires que techniques (liées aux opérations de dépouillement). Les propositions s'inscrivent dans les statuts actuels. Les principales améliorations proposées consistent à sortir un pré-texte d'orientation et à organiser autour de ce texte différents lieux de débats, sous forme de réunions ou à travers un blog, et ainsi à associer les adhérents aux prises de décision concernant les orientations de l'association. Les assises devront être le moment fort pour permettre à chaque adhérent de se faire une opinion sur les textes et amendements proposés.

Ce processus est forcément long, il mobilise beaucoup de moyens. Il ne sera donc mis en œuvre que lors des AG électorales. Lors des autres AG un rapport d'activité prospectif vise à faire le bilan des actions réalisées et à tracer les perspectives.

Enfin une information sur les candidats se présentant aux élections du CA sera organisée pour mieux faire connaître leurs motivations.

3.2. Les commissions d'Attac¹

Commission eau : vers le Forum alternatif mondial de l'eau – Marseille mars 2012

En juin 2010 Aquattac a décidé, en association avec la Coordination Eau Île-de-France et France Libertés, la préparation d'un Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) pour contester la légitimité et les choix du Forum mondial de l'eau, organisé à Marseille en mars 2012 par le Conseil mondial de l'eau. Depuis, la Commission Eau d'Attac, avec l'appui décisif du comité local de Marseille au

4. Les commissions qui sont présentées ici sont celles qui ont envoyé une présentation pour ce rapport d'activités.

sein de la Coordination PACA, s'est entièrement investie dans cette préparation. Les objectifs principaux étaient de rassembler un maximum d'associations françaises et du monde sur ce projet, de lancer les appels à contribution pour définir les contenus, d'obtenir des financements et d'organiser la logistique. Avec des réunions de préparation à Paris, Marseille, Bruxelles et l'animation d'ateliers FAME dans chaque CNCL, au FSM de Dakar en février 2011 et à l'ENA de Fribourg en août 2011, le projet est en bonne voie mais nécessite un investissement soutenu de toute l'association pour réaliser en mars 2012 un forum combatif et constructif.

Commission formation

La commission formation a organisé, en collaboration avec les commissions concernées, deux formations, une première sur le G8-G20 en janvier 2011 et une autre sur les banques en avril 2011. Ces formations ont réuni à chaque fois environ trente-cinq militants, de différents comités locaux de toute la France. La formation des 2 et 3 avril concernant l'émergence d'actions alternatives a été reportée au dernier trimestre 2011. Enfin, différentes actions de formation ont été organisées au niveau régional. La commission formation n'a pas eu un fonctionnement régulier, alors que le sujet est important pour notre association. Une mobilisation plus importante sera nécessaire dans l'avenir, avec une offre de formation plus importante répondant aux besoins des militants.

Commission Méditerranée

Depuis la réunion de l'Université citoyenne d'Arles 2010, la commission Méditerranée s'est principalement attachée à finaliser le livre « La Méditerranée, entre rives et dérives », dont la remise du manuscrit a été reculée le temps d'acter une préface faisant état de l'ébranlement d'ampleur historique suite aux révolutions dans les pays arabes. Deux représentants d'Attac et de la commission Méditerranée ont participé au week-end de solidarité avec le soulèvement des peuples arabes, organisé par RAID Attac-Tunisie, les 19 et 20 mars à Tunis. Une journée événement avait été

prévue à l'occasion de la sortie du livre : elle a eu lieu à l'Université Paul Valéry de Montpellier le vendredi 20 mai et, étant donné l'actualité, une autre s'est aussi tenue à Paris, le 25 mai (à la demande du CA d'Attac) ainsi que des interventions à Narbonne, Grenoble... Plusieurs ateliers ont été organisés à l'Université européenne des Attac à Fribourg du 9 au 14 août. Au vu de l'ampleur des mouvements dans le monde arabe, la commission Méditerranée travaille désormais en lien étroit avec la commission internationale sur toutes ces questions, et en particulier dans la préparation du FS Maghreb-Machrek et du FSM, prévus en Tunisie et/ou en Égypte dans les deux années qui viennent.

Commission Genre

La commission Genre a eu plusieurs pôles d'activité. Elle s'est investie dans la mobilisation comme la « réforme » des retraites, ainsi que dans l'analyse de son impact sur les femmes et les propositions d'alternatives. Elle a participé à l'organisation des Rencontres féministes qui ont eu lieu début juillet à Évry et ont accueilli 600 participants. Plusieurs de ses membres ont animé différents ateliers. Plus de quarante associations ont participé à la réussite de ces rencontres qui ont créé une vraie dynamique dans le mouvement féministe. La commission Genre est également partie prenante de la campagne en cours « Égalité de salaires, maintenant », lancée par le Collectif national pour les droits des femmes, Femmes Égalité la Maison des femmes de Montreuil et Attac. Elle a organisé un débat à Sciences Po sur l'abolition de la prostitution et elle a lancé en juin 2011, avec d'autres associations, un comité de soutien « Justice pour Nafissatou Diallo » qui est en lien avec des organisations féministes américaines. Enfin, plusieurs membres de la commission interviennent régulièrement dans des débats ou tables rondes organisés par les comités locaux, associations, syndicats ou partis.

Commission Santé-Protection sociale (ex Retraites)

La commission Retraites a été créée au printemps 2010 pour accompagner la mobi-

lisation contre la réforme gouvernementale. Elle a pu fournir aux comités locaux une analyse du mouvement à mesure qu'il se développait, tracer des perspectives et proposer des pistes d'action, relayant par là les propositions du collectif national constitué sur la base de l'appel Attac-Copernic. Après le vote de la loi en novembre, la commission n'a pas interrompu son activité, souhaitant continuer un travail d'analyse et d'éducation populaire pour préparer les militants à la prochaine bataille qui s'annonce début 2013, à savoir la lutte contre l'introduction d'une retraite par points ou comptes notionnels et le développement de la capitalisation. Mais l'annonce par le gouvernement d'une réforme sur la prise en charge de la dépendance, ainsi que la mise en œuvre, partout en Europe, de programmes d'austérité visant à casser les systèmes de protection sociale l'ont conduit dans un premier temps à élargir son objet pour devenir « commission protection sociale », avant de fusionner avec la commission Santé pour constituer la commission SPS, par une décision du CA du 26 mars 2011. Elle a de ce fait élargi son programme de travail à de nouvelles problématiques comme la réforme de la politique de santé, la dérive sécuritaire en psychiatrie, la politique du médicament, et décidé d'élaborer des propositions pour permettre à Attac de prendre position sur ces questions.

3.3. Les autres instances principales d'Attac

La Commission nationale des comités locaux (CNCL)

Les CNCL de mars et juin 2011 se sont déroulées de façon satisfaisante avec une participation à la hausse (un tiers des comités locaux présents), une implication forte des mandatés dont beaucoup représentaient leur comité pour la première fois, et des avancées dans les réflexions, en particulier en ce qui concerne l'Europe et la relation d'Attac avec le politique. Ces réflexions se sont poursuivies lors de la CNCL des 15 et 16 octobre 2011. La présence et l'intervention de membres fondateurs ont été reconduites, ainsi que les moments de convivialité avec le repas du samedi soir chez Andines, l'ouverture et la diversité avec les stands d'associations et/ou de syndicats.



attac

À noter l'amélioration constante de l'interface entre les comités organisateurs, le siège et les comités Île-de-France. Une meilleure intégration des campagnes en cours et à venir sera favorisée en articulation avec le CA, les ateliers restant quant à eux totalement à l'initiative des comités locaux. Des progrès restent encore à réaliser, notamment en ce qui concerne l'anticipation de la connaissance du lieu des CNCL, la mise en ligne des documents pré et post CNCL sur le réseau social, et la présence plus nombreuse de membres du Conseil scientifique.

Le Conseil scientifique

Le Conseil scientifique a poursuivi son activité avec l'objectif d'atteindre ses missions de réflexion collective, d'expertise et d'éducation populaire au sein d'Attac et du mouvement social. Il a tenu des réunions plénières mensuelles en cherchant à les ouvrir à des invités extérieurs. Au-delà des discussions qui ont accompagné les mobilisations (retraites, FSM et altermondialisme), les thèmes de l'éducation populaire, des biens communs, du printemps arabe, de la démocratie et de la décroissance ont été débattus. Des séminaires sur la crise européenne, les expériences progressistes en Amérique latine ont été organisés par le Conseil scientifique.

Une réunion commune avec le CA a été tenue le 26 mars pour renforcer la coordination entre ces deux instances d'Attac. Ses travaux de réflexion ont porté plus particulièrement sur les questions d'écologie, la crise de la dette et de l'euro, les thèmes de l'émancipation et du travail.

Le Conseil scientifique a contribué aux travaux du groupe « Urgence climatique et justice sociale » et de la Commission Finance sur les TTF et la préparation de la campagne « Changer les banques ». Il a participé à la rédaction de 4 pages en particulier sur le G20 et les banques, et de livres notamment *Le piège de la dette publique* et *Au mépris du monde. G8-G20 et peuples en lutte*.

Les membres du CS ont participé à de nombreuses réunions organisées par les comités locaux sur les retraites, la crise écologique, la crise financière, la crise de l'euro et les dettes publiques. Des membres

du CS se sont également investis dans le réseau des « économistes atterrés » en participant à des réunions publiques et à la rédaction d'ouvrages.

3.4. La communication

Publications

Forte activité éditoriale pour notre association, avec les sorties successives de *Le capitalisme contre les individus. Repères altermondialistes* chez Textuel, *La Méditerranée entre rives et dérives* chez Le Bord de l'eau, et également une collaboration qui s'ouvre avec la maison d'édition Les Liens qui Libèrent (également éditeur des économistes atterrés) avec les sorties de : *Le piège de la dette publique, comment s'en sortir* et *Au mépris du monde, G8-G20 les peuples en lutte*.

Lignes d'Attac continue sa formule trimestrielle accompagné de la sortie de 4 pages thématiques, sur le G20, l'Europe, les banques.

De nouveaux modes de communication pour Attac sont également expérimentés comme une vidéo de présentation d'Attac lors des vœux de 2011 (<http://www.france.attac.org/qui-sommes-nous>), une page facebook et un compte twitter (identi.ca).

Internet

Le nouveau site d'Attac France, visuellement plus attrayant et mieux organisé, est en ligne depuis maintenant cinq mois. La précédente version datait de 2002, il était urgent de la revoir pour permettre un accès plus simple aux informations. Le site a été actualisé pour utiliser des techniques du Web modernes (affichage de vidéos et de contenus multimédias, amélioration du référencement des moteurs de recherches, etc.). La une du site, totalement refondue, dispose de plusieurs parties qui permettent de hiérarchiser l'information :

- un diaporama de une pour l'actualité du jour de l'association,
 - une rubrique « campagne à la une »,
 - une rubrique « comprendre pour agir ».
- Le nouveau site d'Attac France, c'est aussi :
- **Attacpédia, la synthèses des savoirs d'Attac en ligne** : l'ancien site proposait une masse d'information dans laquelle le visiteur se perdait facilement, Attacpédia

permet pour chaque thématique traitée par l'association d'avoir un résumé, puis d'approfondir le sujet par d'autres liens.

- **Une navigation enrichie** : par exemple, la barre de navigation principale permet en un coup d'œil de visualiser pour chaque rubrique importante les informations principales. Chaque publication du site possède un système de liens qui facilite la poursuite de la navigation.

- **Un site pour inciter à l'action** : l'agenda militant a été amélioré, pour faciliter l'information des internautes sur les activités à côté de chez lui (menu « Agir avec Attac »). De même, l'accès à un comité local de proximité a été facilité, avec une carte de France des comités locaux.

- **Une ligne éditoriale mise en cohérence** : l'ancien site mélangeait communication externe et interne. Nous avons fait le choix de concentrer le site d'Attac France sur la communication externe, et de rediriger ce qui concerne la vie interne de l'association sur un site distinct (« réseau social »). Celui-ci sera pleinement fonctionnel avant la fin de l'année, sa mise en forme a pris du retard du fait de contraintes budgétaires

Ce qui vous attend pour la suite :

- Un réseau social conçu pour faciliter la circulation de l'information dans l'association et l'auto-organisation des adhérents.
- Un système de newsletter intégré, qui permettra de retrouver la Lettre du Conseil scientifique et de nouvelles lettres d'information.

On a besoin de vous !

Le web est en pleine mutation, les possibilités de développement de notre présence sur Internet, l'un des derniers médias libres, sont énormes. Toutefois, nous n'avons pas toujours les moyens humains et financiers à la hauteur de ces enjeux. Si vous êtes intéressés par le sujet, vous pouvez nous rejoindre en écrivant à attac.technique@attac.org

3.5. L'évolution des adhésions

Suite à l'embellie de 2010, où le nombre d'adhérents est remonté, frôlant le nombre symbolique des 10 000, après une érosion continue depuis 2005, nous nous étions fixés un objectif 2011 de 11 000 adhérents. Au vu des résultats à mi-parcours, force est de constater que l'érosion a repris avec un différentiel à la baisse de 800 adhérents au

30 juin 2011, remettant ainsi en question à terme, si la tendance devait persister, la légitimité politique, la capacité financière à mener des campagnes de fond et l'existence même de l'association. Après l'état des lieux réalisé en 2010 dressant le constat d'une structure de l'association présente sur la totalité du territoire national par le biais de ses 180 comités locaux, le groupe adhésion a proposé un plan d'actions pour 2011 qui n'a pas été suffisamment pris en compte par les différentes instances de l'association, pas plus que la dimension politique de l'adhésion.

Les actions à la mi-2011 : une campagne de réadhésions a été menée en début d'année 2011, animée conjointement par les comités locaux (mise en place d'un correspondant adhésion dans chaque CL) et par le CA, sous l'impulsion du groupe adhésions. Une information régulière a été faite aux adhérents sur l'état de l'association via Lignes d'Attac. Un message d'information du groupe adhésion et le listing adhérents ont été adressés tous les quinze jours aux comités locaux, divers outils et suggestions leur ont été proposés. Un message de relance a été diffusé sur les différentes listes de l'association et les listings des années précédentes ont également été remis aux comités locaux qui en faisaient la demande. Enfin, pour les nouveaux adhérents, un message d'accueil leur a été systéma-

tiquement adressé par le siège dans les quinze jours suivant l'adhésion et un livret d'accueil finalisé par le groupe adhésion a pu leur être remis par leur CL de rattachement.

Les résultats à la mi-2011 : Si le nombre de nouvelles adhésions est en hausse par rapport à 2010, celui des réadhésions est en baisse avec un déficit de mille renouvellements. Au moment où ces lignes sont écrites, nous attendons énormément de la relance faite début juillet et des campagnes qui seront menées dès la rentrée (G20, banques, plans d'austérité, dette, gaz de schiste...). Par contre, si la tendance devait se confirmer, nous devrions terminer l'année 2011 dans une fourchette comprise entre 8 500 et 9 000 adhérents, soit une baisse des effectifs non seulement par rapport à 2010 mais aussi à 2009.

Les actions tant nationales que locales doivent servir de pivots pour renforcer l'association avec l'implication de ses acteurs au niveau de toutes ses instances. Si les relais et appuis du CA, des membres fondateurs, du groupe adhésions et des salariés du siège constituent un rouage essentiel, la clé de la réussite et donc de la pérennité d'Attac, repose plus que jamais sur la capacité des comités locaux à prendre en compte la dimension de l'adhésion.

Contacts

Conseil d'administration : Verveine Angeli (angeli@solidaires.org)
Conseil scientifique : Dominique Plihon (dplihon@orange.fr)
Groupe de préparation des CNCL : Hervé Thomas (eldjinn.rv@orange.fr)
Groupe Adhésions : Valérie Brûlant (valbrulant@wanadoo.fr)
Relations avec les Attac internationaux : Aurélie Trouvé (aurelietrouve@yahoo.fr)
Commission de préparation du G20 : Wilfried Maurin (aiouto2@gmail.com)
Commission Banques : Thomas Coutrot (thomascoutrot@gmail.com)
Commission Dettes : Frédéric Lemaire (frederic.lemaire@telecom-bretagne.eu)
Commission Ecologie société : Geneviève Azam (genevieve.azam@wanadoo.fr)
Commission Europe : Verveine Angeli (angeli@solidaires.org)
Commission Alternatives : Colette Boudou (boudou.colette@free.fr)
Commission Internationale : Christophe Aguiton (aguiton@gmail.com)
Commission Méditerranée : Jacqueline Balvet (jbalvet@attac.org)
Commission Migrations : Gilles Lemaire (lemairegi@wanadoo.fr)
Commission Genre : Christiane Marty (christiane.marty454@orange.fr)
Commission Agriculture, OGM : Gilles Lemaire (lemairegi@wanadoo.fr)
Commission Eau : Jacques Cambon (j.e.cambon@orange.fr)
Commission Formation : Jean-Michel Dupont (dupontjm@laposte.net)
Commission Santé Protection sociale : Rozenn Perrot (rozenn.perrot@orange.fr)

Rapport financier 2010 du Conseil d'administration

L'exercice 2010 d'Attac se termine sur un résultat positif de 68 070 €, une somme sensiblement supérieure à celle dégagée les années précédentes. Cet excédent a pu être dégagé grâce à une augmentation du montant des subventions et une légère remontée du nombre d'adhérents de l'association, passé de 9 405 fin 2009 à 9 891 fin 2010. La progression des effectifs inverse une tendance négative commencée dès 2003, c'est donc une excellente nouvelle. Elle est due notamment à la visibilité d'Attac dans le mouvement contre la réforme des retraites, mais aussi au travail du groupe de réflexion sur les adhésions mis en place au début 2010 à l'occasion de la nouvelle mandature. L'action entreprise a permis au taux de réadhésion de dépasser 89 %, alors qu'il restait inférieur à 75 % en 2009.

Depuis 2006, Attac s'est habituée à une maîtrise des coûts. Aussi la croissance des produits permet d'améliorer le résultat annuel. L'association peut ainsi réduire sa dette (fonds propres négatifs). Pour rappel, les fonds propres correspondent au cumul des résultats annuels depuis la création. Fin 2006, les fonds propres laissaient apparaître un solde négatif cumulé de 315 736 €, ils sont à fin 2010 à - 114 680 €. L'amélioration de la trésorerie a permis à Attac de terminer l'année sans demander aux comités locaux une avance comme elle l'avait fait les trois années précédentes.

On peut se réjouir de cette situation. Néanmoins, rien ne permet d'affirmer que le nombre d'adhérents se maintiendra à ce niveau, ni à court ni à moyen terme. Les effectifs 2011 s'annoncent en léger retrait au moment de la rédaction de ce rapport, notamment du fait d'un taux à nouveau plus important de non-réadhésions. La stabilisation du nombre d'adhérents ne semble pas garantie. Une baisse importante serait de nature à déséquilibrer le compte de résultat en raison du poids des charges fixes.

Spécificités de l'exercice 2010 (voir tableaux en annexe)

Le budget 2010 avait été établi au début de l'année sur les prévisions suivantes :

- 9 000 adhérents.
- Une prise en compte du changement de formule du journal de l'association (*Lignes d'Attac*) dont le nombre de parutions a baissé, tandis que chaque numéro est désormais plus consistant.
- Une augmentation des subventions, dont une partie nous a été accordée pour développer notre communication (refonte du site internet).
- Devant l'incertitude des recettes (et la crainte d'une nouvelle baisse), le montant des sommes reversées aux comités locaux a été diminué de 35 à 30 % comme cela avait été le cas en 2007.

Ce budget a été révisé à mi-exercice pour inclure plusieurs éléments :

- une augmentation du nombre d'adhérents et du montant moyen de cotisation.
- une prise en charge d'un déménagement qui a permis au siège d'Attac de revenir à Paris pour un loyer réduit par rapport à celui de Montreuil.

Les réalisations s'écartent peu des prévisions, en dehors des amortissements qui ont augmenté à cause du déménagement. L'écart principal se situe au niveau de l'Université d'été dont les coûts ont été comparables à ceux de 2009 alors que le budget avait prévu une diminution. Mais cette différence est largement compensée par la hausse des subventions versées à Attac. On notera que le budget avait prévu une hausse des dépenses d'activités par rapport au montant habituellement dépensé, mais que cela n'a pas été le cas. Pourtant, les activités militantes sont la raison d'être de l'association et le financement de leurs moyens matériels (tracts, affiches, banderoles, matériel multimédia...) doit permettre à Attac d'avoir le maximum de visibilité.

D'autre part, les comptes de l'association font apparaître une valorisation du bénévolat à hauteur de 200 110 €. Cette

somme ne modifie en rien le résultat comptable (elle n'est prise en compte ni dans les produits, ni dans les charges) mais permet de montrer que la vie de l'association repose en grande part sur le travail de ses militants.

Conclusion

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010 au poste « Report à nouveau » de l'exercice 2011. Ce qui signifie que l'excédent dégagé en 2010 n'est pas affecté à une réserve quelconque mais permet de réduire l'endettement de l'association.

Il est probable que l'année 2011 se termine sur un résultat plus faible. Or, si la trésorerie s'est améliorée, il faut garder l'objectif de parachever l'assainissement des finances d'Attac, c'est-à-dire de retrouver des fonds propres positifs. Les prochains budgets doivent donc continuer à dégager un résultat positif pour résorber les 114 680 € de dette et garantir à l'association son indépendance. Pour cela, deux pistes doivent être suivies. La première consiste à renforcer le travail du groupe adhésion (voir le rapport d'activités) et à faciliter l'insertion des nouveaux adhérents. En effet, la proportion de personnes adhérant seulement une année reste trop élevée. En second lieu, l'exercice 2010 montre un montant d'aides extérieures exceptionnel qui ne se reproduira pas en 2011. Ces concours sont dédiés soit à l'organisation d'un événement particulier, soit à une activité précise (communication ou formation militante par exemple). Il convient de réfléchir à un recours plus systématiquement organisé à ces sources de financement, non pas pour se substituer aux cotisations des adhérents, qui doivent rester la source principale, mais pour permettre de développer le budget d'activités. Attac pourrait ainsi mieux jouer son rôle dans le débat public à un moment où les ravages de la finance dérégulée sont de plus en plus apparents et sa contestation toujours plus nécessaire.

ATTAC - COMPTES 2010
Comparaison budget/réalisation de 2009 à 2010

	2009			2010			Ecart en %		
	Budget	Budget révisé au 30/6	Réalisé	Ecart réalisé/budget révisé	Budget	Budget révisé au 30/6		Réalisé	Ecart réalisé/budget révisé
COMPTE DE RESULTAT									
Produits (1) dont :	746 200	753 200	742 331	-10 869	665 840	694 880	785 741	90 861	13%
Cotisations et Lignes d'Attac	552 200	565 200	534 624	-30 576	488 200	517 880	535 913	18 033	3%
Subventions	30 000	30 000	40 148	10 148	50 000	44 200	62 150	17 950	41%
Dons, souscription et contributions (CL et Fo)	131 000	125 000	131 443	6 443	103 440	108 600	131 237	22 637	21%
Autres produits (participation aux événements)	33 000	33 000	36 116	3 116	24 200	24 200	56 441	32 241	133%
Reprise de provision	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.
Charges (2) dont :	696 081	729 731	722 120	-7 611	660 982	682 118	717 671	35 553	5%
Charges fixes (personnel, gestion du fichier d'adhérents, loyer et charges, frais généraux et amortissement)	305 741	344 741	343 424	-1 317	325 656	340 656	373 028	32 372	9,5%
Lignes d'Attac	78 000	78 000	74 195	-3 805	53 000	65 000	72 179	7 179	11%
Honoraires	15 000	15 000	15 217	217	19 700	13 700	15 657	1 957	14%
Frais incompressibles d'activités (Instances statutaires, Université)	88 490	83 490	93 606	10 116	84 600	78 600	83 158	4 558	6%
Activités et événements	51 000	51 000	43 585	-7 415	62 000	60 200	38 638	-21 562	-36%
Reversement de cotisations	157 850	157 500	152 093	-5 407	116 026	123 962	135 011	11 049	9%
Résultat de l'exercice (3=1-2)	50 119	23 469	20 211	-3 258	4 858	12 762	68 070	55 308	
Reprise complémentaire de provision (4)	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Suppression d'emplois (salaires et coût des licenc)	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Amortissement des anciens bureaux	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Déménagement 2008	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Provision pour dépréciation d'actif (stocks) (5)	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Résultat net (3+4-5)		23 469	20 210,97	-3 258		12 762	68 070,00	55 308	



ANNEXES

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31/12/2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association **ATTAC** tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.225-235 1° alinéa du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous avons vérifié les informations mentionnées dans l'annexe concernant les règles et méthodes comptables et nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note de l'annexe 1.1 précise les modalités d'évaluation du bénévolat. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner l'évaluation, la présentation et la réalité des éléments ayant permis son inscription dans les comptes annuels. Nos travaux n'ont pas révélé d'anomalies susceptibles de remettre en cause la régularité de cette information ainsi que la présentation qui en a été faite dans l'annexe.

- les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans notre démarche d'audit qui porte sur les comptes annuels pris dans leur ensemble et contribuent à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 26 septembre 2011

**Le Commissaire aux Comptes
SA C.G.E.C.**

**Gérard GODIN
Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées sur l'exercice clos le 31/12/2010

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisées. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention soumise aux dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 26 septembre 2011
**Le Commissaire aux Comptes
SA C.G.E.C.**

**Gérard GODIN
Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

REGLES ET METHODES COMPTABLES (en application du Code de commerce art. 9,11 et 7,21,24)

1. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire ou progressif et en fonction de la durée de vie prévue.
- Stocks : néant

1.1 Bénévolat (Evaluation des contributions volontaires en nature)

Conformément au règlement n° 99-01 du Comité de la réglementation comptable, les contributions volontaires en nature font l'objet d'une information appropriée dans l'annexe comptable, portant sur leur nature et leur importance.

Pour les présents comptes annuels les contributions en nature correspondent aux prestations bénévoles de la part de ses membres :
- contribution en travail : la valorisation du bénévolat en 2010 est fait à l'aide d'un taux horaire uniforme de **115 €, par journée** consacrée à l'association (pour mémoire ce taux était de 112 € en 2004 et de 115 € depuis 2005).

La valorisation totale s'élève à **200 010 €** sur la base de **1 739,20 journées** déclarées par les adhérents.

- frais engagés pour l'association et pris en charges par les bénévoles (frais de déplacements) : 606 €.

1.2 Autres informations sur les postes du bilan et du compte de résultat

a. Produits constatés d'avance

Les abonnements comptabilisés en produits dans le compte de résultat concernent les numéros servis au cours de l'exercice. La fraction des abonnements sur des numéros à servir est portée en produits constatés d'avance.

b. Cotisations

Les cotisations comptabilisées sont strictement celles reçues au cours de l'exercice. Il est reversé 35 % des cotisations aux comités locaux.

2. Engagements financiers et autres éléments significatifs

Engagements financiers : Néant

Autres éléments significatifs : Néant

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010

ACTIF				
	BRUT	AMORT. DÉPRÉCIATIONS	NET au 31/12/2010	NET au 31/12/2009
Immobilisations Incorporelles				
Autres immob. Incorporelles / Avances et acompte	35 112	34 979	134	
Immobilisations corporelles				
Autres immob. corporelles	59 124	55 744	3 380	9 195
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	300		300	300
Autres immobilisations financières	6 000		6 000	7 525
ACTIF IMMOBILISÉ	100 536	90 723	9 813	17 020
Stocks				
Créances				
Autres créances	61 108		61 108	58 482
Divers				
Disponibilités	71 147		71 147	32 729
Charges constatées d'avance	21 158		21 158	8 638
ACTIF CIRCULANT	153 413		153 413	99 850
TOTAL DE L'ACTIF	235 950	90 723	163 227	116 870

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010

PASSIF		
	Net au 31/12/2010	Net au 31/12/2009
Report à nouveau	- 182 750	- 202 960
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	68 070	20 120
FONDS PROPRES	- 114 680	- 182 750
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DÉDIÉS		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	5 929	61 269
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 159	77 018
Dettes fiscales et sociales	48 954	41 731
Autres dettes	60 091	51 645
Produits constatés d'avance	103 773	67 957
DETTES	277 906	299 620
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	163 227	116 870

COMPTE DE RÉSULTAT
DU 1^{ER} JANVIER AU AU 31 DÉCEMBRE 2010

	01/01/2010 au 31/12/2010	01/01/2009 au 31/12/2009
Participation aux frais	42 273	49 071
Ventes de produits annexes	6 327	16 877
Subventions d'exploitation	62 150	43 448
Reprises et Transferts de charge	8 018	
Cotisations	451 663	436 731
Abonnements	84 250	97 893
Dons	126 175	129 564
Autres produits gestion cour.	18 581	4 134
<u>PRODUITS D'EXPLOITATIONS</u>	<u>799 438</u>	<u>777 719</u>
Cotisations reversées aux CL	135 011	152 093
Salaires et traitements	164 467	155 841
Charges sociales	70 257	70 736
Impôts et taxes	8 457	11 311
Achats de marchandises	5 673	12 956
Autres achats non stockés et charges ext.	340 058	347 644
Amortissements et provisions	4 306	7 158
<u>CHARGES D'EXPLOITATIONS</u>	<u>728 229</u>	<u>757 740</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION	71 209	19 979
Produits financiers	239	231
<u>RESULTAT FINANCIER</u>	<u>239</u>	<u>231</u>
RESULTAT COURANT	71 448	20 120
Produits exceptionnels	2 102	
Charges exceptionnelles	5 481	
<u>RESULTAT EXCEPTIONNEL</u>	<u>- 3 378</u>	
EXCEDENT OU DEFICIT	68 070	20 120
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE		
Produits : Bénévolat	200 616	257 787
Charges : Personnel bénévole	200 010	255 152
Charges : Frais pris en charges par les bénévoles	606	2 635

RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE CA

Pour voter, utilisez le bulletin de vote page 11



Résolution n°1 « Rapport d'activité »

L'Assemblée générale approuve le rapport d'activité présenté par le Conseil d'administration (voir rapport pages 11 à 19).

Résolution n°2 « Rapport financier »

L'Assemblée générale approuve les comptes de l'exercice 2010, affecte le résultat de l'exercice 2010 au poste « report à nouveau », et donne quitus aux administrateurs (voir rapport et annexes pages 20 à 27).

Résolution n°3 Les agences de notation

à l'initiative de Constance Douat avec le soutien d'Attac 06

De la crise de 1929 à la faillite de Lehman Brothers, les agences de notation financière, dont les trois plus grandes, Moody's, Standard & Poor's, Fitch Ratings, se partagent 94% du chiffre d'affaires de la profession, ont régulièrement accordé d'excellentes notes à des entreprises et des États au bord du gouffre. Une fois la crise arrivée, ces mêmes agences dégradent brutalement la note de ces entreprises et de ces États, augmentant fortement le coût du crédit et accélérant ainsi l'effondrement des organisations et des pays concernés.

De ce fait, ces agences se nourrissent de la crise qu'elles ont créée, l'alimentent et l'aggravent.

Ces entreprises privées hautement lucratives, dont les actions sont négociées sur les marchés, qui émettent des obligations et vendent du conseil en investissements, ont pour clients ceux-là mêmes qu'elles vont noter. Les conflits d'intérêts qui en découlent leur retirent toute légitimité.

C'est pourquoi Attac devrait mener une campagne nationale, voire européenne, pour exiger la fermeture de ces agences. Parallèlement, une réflexion doit être entreprise pour savoir si Attac doit engager, au même titre que des associations espagnoles, une action en justice contre ces agences de notation financière.



attac

Résolution n°4 Assemblées générales et assises vers une démocratie active

Cette résolution fait suite à la décision de l'AG des 20 et 21 novembre 2010 et vise à apporter des améliorations démocratiques, en prenant en compte des propositions des adhérents dès l'élaboration du texte d'orientation et en favorisant l'expression de la pluralité au sein de notre association. L'Assemblée générale est l'organe souverain où chaque adhérent doit pouvoir exprimer ses avis et positions sur les orientations. Pourtant le constat est que le débat au moment de la préparation des AG est globalement assez pauvre. Il est donc proposé un nouveau processus démocratique.

Tous les trois ans pour les AG électives, un pré-projet de texte d'orientation préparé par le CA est envoyé à tous les adhérents, avec l'ouverture d'un espace de discussion (liste de discussion, forum, Wiki...). Des réunions d'adhérents interrégionales ou locales seront organisées par les comités locaux, avec la participation de membres du CA sortant, ayant pour objet d'explicitier le pré-projet de texte d'orientation et d'amorcer les éventuels dépôts d'amendements.

Les propositions d'amendements au texte d'orientation seront soumises à l'avis de la commission de préparation de l'AG. Le CA statue sur les propositions de la commission de préparation de l'AG et peut intégrer dans le texte d'orientation certains amendements en concertation avec ceux qui les ont proposés. Il peut aussi rejeter certains amendements avec une majorité des 2/3 des membres du CA présents ou représentés.

Le projet de texte d'orientation, intégrant les amendements retenus par le CA, ainsi que les amendements restant en débat et soumis au vote, sont envoyés aux adhérents avec le matériel de vote par correspondance. Ces textes sont discutés lors des assises, dissociées de l'AG : C'est un moment privilégié du débat, pour permettre à chaque adhérent d'être en mesure de faire ses choix sur les textes d'orientation et amendements proposés, préalable au vote par correspondance.

Lors de l'AG, les résultats des votes sur le bilan d'activité, le bilan financier, le texte d'orientation et les amendements sont publiés, ainsi que l'élection des nouveaux membres du CA.

Pour les AG non électives : ce processus étant long en temps et mobilisant beaucoup de moyens, il ne sera mis en œuvre que tous les trois ans lors de l'AG élective. Lors des autres AG, seul un pré-rapport d'activité prospectif sera présenté : il fera le bilan des actions entreprises ou déjà réalisées, d'une éventuelle actualisation, réorientation ou nouveaux apports en fonction de l'évolution de l'association et de l'actualité, ainsi que des suites données aux résolutions votées précédemment. Des résolutions pourront être proposées par les adhérents. Ces textes seront débattus dans les espaces de discussion sur internet et lors des Assises, dissociées de l'AG. Les résolutions seront soumises à l'avis de la commission de préparation de l'AG. Le CA statue sur les propositions de la commission de préparation de l'AG : certaines pourront être intégrées au rapport d'activités prospectif, les autres soumises au vote des adhérents, éventuellement après regroupement de résolutions proches, intégration au rapport d'activités prospectif, en concertation avec leurs rédacteurs.

Ces textes sont envoyés aux adhérents et votés par correspondance. Les résultats sont publiés lors de l'AG.

La commission de préparation et de suivi de l'AG sera désignée lors de chaque AG jusqu'à l'AG suivante. Elle sera composée de cinq membres du CA et de dix adhérents tirés au sort. Elle est chargée de donner un avis au CA sur les propositions d'amendements et de résolutions. Le CA ne pourra rejeter des propositions d'amendements ou de résolutions qu'avec une majorité des deux tiers des membres du CA présents ou représentés. La liste des propositions refusées sera disponible sur l'espace internet, avec les justifications du CA. La commission pourra aussi, en lien avec le CA, favoriser leur mise en débat au sein des différentes instances. Cette commission suivra aussi la mise en œuvre des résolutions votées par les adhérents et y participera. Elle pourra pour cela être rejointe par tous les adhérents intéressés pour s'impliquer dans cette mise en œuvre. Dans ce cadre, elle veillera au regroupement et à l'accessibilité sur le site d'Attac de l'ensemble de résolutions votées depuis la création de l'association, et à l'information périodique des adhérents sur leur mise en œuvre.

L'élection des membres du CA pour le collège « membres actif » nécessite une information à chaque adhérent pour qu'il soit en mesure de faire son choix en connaissance de cause.

Il est donc proposé d'améliorer l'information à minima par trois actions :

- Une profession de foi à partir d'une trame commune proposée par le CA.
- Une présentation physique aux assises et une identification spécifique durant les deux jours (type badges).
- La création d'un blog pour les candidats, permettant aux adhérents de leur poser des questions mais également aux postulants de formuler des avis.

Afin de pouvoir mettre en œuvre ce processus dès la prochaine AG, l'AG autorise le CA à avancer ou retarder la date de sa tenue pour tenir compte des contraintes de calendrier et donc à prolonger si besoin le mandat des administrateurs actuels jusqu'au 31 mai 2013 maximum.

Résolution n°5 Monnaies sociales et complémentaires

« Les dirigeants politiques néo-libéraux ont offert sur un plateau au capitalisme financier le pouvoir de contrôler la monnaie et le crédit, qui sont ou devraient être (eux aussi) des biens communs ; et de créer tous les outils d'une spéculation permanente sur tout », écrit Jean Gadrey dans « Adieu à la croissance ».

La très grande majorité des échanges se font grâce aux monnaies de domination (dollar, euro...) sur les marchés financiers, alimentant une insatiable appétit spéculatif qui a mené aux différentes crises et à la crise du système lui-même. Cette économie de « casino » est de plus en plus déconnectée de l'économie substantive, celle qui nous permet de vivre au quotidien.

Le fondement d'Attac est de renverser cette logique et de mettre la finance au service d'une économie qui, elle-même serait au service de l'humanité et de la planète. L'association développe ses campagnes en articulant les alternatives locales au global, et une campagne pour des banques éthiques ou contre la délinquance financière sont déjà engagées. Ces campagnes sont nécessaires ; mais sont-elles suffisantes ?

Car il existe en parallèle des expériences de création de monnaies locales complémentaires (MLC) partout dans le monde pour des échanges locaux entre citoyens, entre entreprises, voire interétatiques. Ce type de monnaie a une longue histoire, bien antérieure aux monnaies centralisées, ayant vocation à l'échange généralisé. Les crises actuelles, économiques, sociales, écologiques, démocratiques ne renforcent-elles pas la nécessité de les promouvoir ? En effet, ces monnaies, mises au service de la société, ont, pour la plupart, des chartes et règles de fonctionnement réservant leur utilisation à des échanges socialement justes et écologiquement responsables et sont démocratiquement portées par des citoyens.

Des ateliers sur ce sujet ont déjà été organisés à Attac : Université d'été 2010, CNCL, ENA 2011

Nous demandons :

- que la réflexion déjà engagée au sein de la commission Alternatives puisse être mise en commun et approfondie avec le Conseil scientifique et le Conseil d'administration,
- que la commission alternatives s'inscrive dans les processus et expériences en cours en France (réseau des monnaies locales <http://monnaie-locale-complementaire.net/>, SOL <http://www.sol-reseau.org>, Université Louis Lumière à Lyon...) en Europe et dans d'autres régions (le Sucre en Amérique latine),
- d'encourager les comités locaux à promouvoir la mise en place de monnaies locales complémentaires ou à y participer. Cette implication permettrait, en renforçant ces alternatives, d'essaimer des pratiques en cours (5 MLC déjà existantes en France et une dizaine en projets) et de pouvoir lier les expériences des plus locales aux plus globales.



Attac France
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. 01 56 06 43 60 - Fax 01 44 93 98 14
attacfr@attac.org - www.france.attac.org